

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18629 - 72ÈME ANNÉE

Le Parti communiste réunionnais interpelle François Fillon

La responsabilité des Réunionnais au coeur du débat



Johnny Lagrange Backary, membre du Comité central du PCR, Yvan Dejean, porte-parole et Maurice Gironcel, secrétaire général.

Cinq jours après le succès de son 9e Congrès, le Parti communiste réunionnais tenait hier une conférence de presse afin d'interpeller François Fillon, à la veille de sa visite à La Réunion. Par la voix de Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, Yvan Dejean, porte-parole et Johnny Lagrange Backary, membre du Comité central, le PCR a annoncé avoir adressé une lettre ouverte au candidat à l'élection présidentielle.

À moins de 80 jours du premier tour de l'élection présidentielle, des candidats commencent à se rendre en visite à La Réunion. Jeudi, Jacques Nikonoff,

candidat du Rassemblement pour la démondialisation, a tenu une conférence de presse. À partir d'aujourd'hui, c'est au tour de François Fillon, désigné par la primaire de la droite, d'être dans notre île pour

trois jours. Il sera suivi le lendemain de son départ par l'arrivée de Nicolas Dupont Aignant. C'est la visite de l'ancien Premier ministre qui était principalement à l'ordre du jour de la conférence de presse te-

nue hier par le PCR, représenté par Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, Yvan Dejean, porte-parole et Johnny Lagrange Backary.

La rencontre avec les journalistes a commencé par un bilan du passage de la tempête Carlos, présenté par Johnny Lagrange Backary. Passée au large et qualifiée de modérée par Météo France, avec des précipitations loin d'être exceptionnelles, cette tempête a eu d'importantes répercussions sur la vie des Réunionnais pendant plusieurs jours et laissera des traces. Maurice Gironcel a plaidé pour un calendrier scolaire adapté. Il a demandé un débat avec toutes les personnes concernées et non pas une décision arbitraire faite pour arranger quelques-uns au détriment de la majorité. « Nous revendiquons avec force ce calendrier scolaire adapté au climat ».

Yvan Dejean a indiqué que Carlos a été un révélateur d'une île fragile et de politiques inadaptées pour l'aménagement du territoire, le transport, le calendrier scolaire, la gestion de l'eau. « Si de tels problèmes se sont posés pour une tempête modérée, que ce passera-t-il si un cyclone de forte ampleur touche l'île ». D'où l'urgence d'une politique d'adaptation au changement climatique, revendiquée par le PCR.

Situation sociale qui s'aggrave

Maurice Gironcel est ensuite revenu sur le contexte de la visite de François Fillon.

Aujourd'hui, la situation sociale qui s'aggrave. Ou on continue comme cela et c'est la catastrophe, ou on permet à la population de regarder l'avenir avec confiance, a-t-il dit en substance. « Il faut tout changer ». Le PCR propose des solutions, une orientation pour aller vers ce changement. La situation de La Réunion le commande. « Elle est illustrée par des chiffres inquiétants, qui traduisent le malaise social persistant », a poursuivi le secrétaire général du PCR. Et de rappeler ces chiffres à François Fillon. Le chômage continue d'augmenter, il est lourdement subit par les jeunes et les femmes. Ce sont plus 135.000 chômeurs en catégorie A, et plus de 180.000 demandeurs d'emploi toutes catégories.

Un manque de logement massif caractérise aussi La Réunion. Des milliers de maisons sont insalubres, et 30.000 familles attendent un logement social. Le phénomène de surpopulation est aussi un drame.

La pauvreté frappe près de la moitié de la population. 400.000 personnes à La Réunion vivent en dessous du seuil de pauvreté. Si la France était touchée par une telle crise, cela ferait 30 millions de personnes sous le seuil de pauvreté.

Un coût de la vie trop élevé frappe davantage les familles aux revenus modestes. L'alimentation est 28 % plus chère qu'en France, selon une étude de l'INSEE parue cette semaine.

70 ans de départementalisation, et l'école obligatoire jusqu'à 16 ans n'ont pas empêché le nombre d'illettrés de stagner : plus de 116.000.

La précarité dans le travail explose. Le temps partiel est majoritaire dans les grandes surfaces. Le PCR a aussi relevé un système fiscal inadapté.

« Cette triste réalité est impitoyable. Elle renvoie chacun à ses responsabilités face aux échéances qui s'annoncent dans quelques semaines », a affirmé Maurice Gironcel.

Le secrétaire général du PCR est ensuite revenu sur les difficultés à venir. Que deviendra la filière cannesucre dont dépend près de 20.000 travailleurs. Elle a vécu sa dernière campagne avec le prix garanti et le quota. Que deviendra l'ensemble de la production avec l'application des accords de partenariat économique que l'Union européenne signe avec les pays voisins sans demander l'avis des Réunionnais, totalement concernés.

Que deviendront les collectivités avec la réforme de l'octroi de mer et la poursuite de la baisse des dotations de l'État aux collectivités. C'est pourquoi « les Réunionnais ont le droit de connaître les propositions des candidats à la présidentielle ».

Réunionnais responsables dans leur pays

Le PCR considère que dans le cadre actuel, aucune solution n'existe pour régler ces problèmes. Ce système est à bout de souffle. En 1946, la loi pour l'abolition du statut colonial a permis des avancées. Elle prévoyait l'égalité au 1er janvier 1947. Il a fallu mener des combats pour l'appliquer. Cette loi d'égalité a donné ce qu'elle a pu. Le cadre ne permet plus de répondre aux défis du présent et de l'avenir. « Nous ne sommes pas les seuls à le dire. Des élus qui n'appartiennent pas au PCR disent ce que nous disons depuis toujours », a rappelé Maurice Giron-

cel.

Devant ce constat quasi-unanime, le PCR considère que le moment est venu pour parler d'une même voix à Paris et en Europe. D'autant plus qu'un nouveau pouvoir va s'installer à Paris. « Il devra profiter de l'état de grâce pour prendre enfin les décisions politiques courageuses qui s'imposent ». « Si on ne le fait pas à ce moment-là, il sera trop tard ». Le risque est grand de voir un pays dévasté.

À l'appui de cette interpellation publique, le PCR a adressé une lettre ouverte à François Fillon qui a été remise hier à la presse. S'il est élu et poursuit la même voix, les résultats sont connus. « Soit il prend la mesure des problèmes, écoute les Réunionnais et soutient l'idée qu'il faut tout changer en donnant aux Réunionnais les outils nécessaires qui existent dans la Constitution, afin qu'ils assument eux-mêmes, la responsabilité dans leur pays », a conclu Maurice Gironcel en rappelant que c'est le thème qui a été débattu tout au long du 9e Congrès du PCR.

La question des parrainages

Yvan Dejean a également annoncé que le PCR a rencontré Jacques Nikonoff. Ce dernier a posé la question des parrainages. « Le PCR est pour l'expression de tous les courants de pensée démocratique », a souligné le porte-parole du PCR. Si à travers le parrainage, cela lui permet d'être candidat, alors le PCR le fera s'il lui manque quelques signatures. Le PCR adoptera la même position pour des candidats qui défendent les valeurs démocratiques. « Ce parrainage ne serait ni un engagement à voter ou appeler à voter pour cette personne », a précisé Yvan Dejean. Le PCR n'a pas encore donné sa position sur la présidentielle.

M.M.

Edito

L'égalité réelle en toute discrétion

Le 10 mai 2015 en Guadeloupe, le président de la République a prononcé un discours annonçant le lancement d'une loi visant à concrétiser le concept d'égalité réelle. Cette annonce avait fait un grand bruit. Il s'agissait pour le chef de l'État d'ouvrir une nouvelle ère pour l'outre-mer, en demandant aux responsables politiques et aux forces vives de proposer des projets de développement pour leurs territoires. Victorin Lurel, ancien ministre de l'Outre-mer, était nommé parlementaire en mission, chargé de la concertation préalable au futur projet de loi. Dès le départ, le Parti communiste réunionnais a participé au débat et fait parvenir ses propositions le 4 août 2015. Paul Vergès a lui aussi adressé sa contribution au débat. Lors de la campagne des régionales, le sujet a été passé sous silence par les têtes de liste des partis parisiens alors que les électeurs avaient la responsabilité de désigner celles et ceux qui allaient participer à la mise en œuvre d'une loi aussi fondamentale.

De cette concertation est sortie en mars 2016 un rapport contenant une ébauche de projet de loi. Victorin Lurel avait qualifié le futur texte de « big bang » social et économique. Son rapport allait même jusqu'à proposer une réforme de la sur-rémunération et la suppression de l'abattement de 30 % sur l'impôt sur le revenu. Ce sont donc des centaines de millions d'euros qui allaient être prélevées chez les classes moyennes et supérieures. Le 30 juin, le PCR adressait à George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer, une lettre ouverte dans laquelle il demandait l'ouverture d'une concertation générale de la population. Le 4 juillet, la ministre invitait le PCR à la rencontrer lors de sa visite à La Réunion.

Le 3 août, le projet de loi était présenté en Conseil des ministres. Lors de la conférence de presse qui suivit, George Pau-Langevin affirmait que ce texte était le plus important pour l'outre-mer depuis la loi du 19 mars 1946. Cela confirmait l'annonce du

président de la République. Mais à quelques jours du débat au Parlement, la ministre quittait le gouvernement pour être remplacée par Ericka Ba-reigts.

Lors du passage à l'Assemblée nationale, le gouvernement a laissé les députés amender le texte de nombreuses mesures destinées à faire face à l'urgence sociale. L'essentiel est un rattrapage de dispositions qui devaient s'appliquer depuis bien longtemps outre-mer, au nom de l'égalité sociale. Mais pour La Réunion, le fond était oublié. Car notre île ne dispose pas des outils lui permettant d'adapter la loi afin de mettre en œuvre un plan de développement. La promesse de rupture était oubliée.

Lors du passage au Sénat, chaque proposition d'amélioration demandée par Gélita Hoarau se heurtait au refus de la ministre de l'Outre-mer, même quand la sénatrice de La Réunion était soutenue par les élus antillais et guyanais du groupe socialiste. Comme à l'Assemblée nationale, le texte fut adopté à l'unanimité uniquement parce qu'il comportait des mesures sociales de rattrapage. Avant-hier, l'Assemblée nationale a adopté le texte définitif. La discrétion autour de cet événement contraste avec toute la publicité qui avait été faite autour du projet depuis son lancement. Manifestement, le contenu est loin d'être à la hauteur de l'ambition affichée, car le cadre reste le même. Et les inégalités sont même de retour, car le 2 février dernier, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi instaurant à 85 % du SMIC le minimum retraite des chefs d'exploitation agricole de France, contre 75 % du SMIC pour leurs homologues d'Outre-mer. On comprend donc pourquoi l'égalité réelle fait aujourd'hui l'objet d'une si grande discrétion.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

«Lettre ouverte à M. François Fillon»

Voici le texte de la lettre adressée le 9 février au candidat à la présidentielle, en visite à La Réunion du 11 au 13 février.

Monsieur le Premier Ministre,

Vous n'êtes pas sans ignorer la situation grave qui prévaut à La Réunion. Nous nous permettons d'attirer à nouveau votre attention sur les points suivants.

Lors d'une étude sur la pauvreté à La Réunion, l'INSEE a qualifié La Réunion de « département socialement hors-norme ».

Cette situation est notamment caractérisée par :

- Un taux de chômage élevé (près de 30 %) qui frappe massivement les jeunes à plus de 50 %.

- Une cherté de la vie anormalement élevée et près de la moitié de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté.

- Une difficulté persistante à répondre aux nombreuses demandes de logement (25.000 demandes de logement social en souffrance).

- Des inégalités qui font de La Réunion, selon l'INSEE, le département où elles sont les plus grandes (par exemple, pour un coût de la vie qui est le même pour tout le monde, certains perçoivent une prime de vie chère alors que l'immense majorité de la population en est exclue).

- Un taux d'illettrisme persistant.

Cette situation est, de notre point de vue, le résultat de politiques d'intégration menées dans les DOM dans le cadre défini par la loi du 19 mars 1946. Certes, des

acquis ont été obtenus par ces politiques. Mais, poursuivre dans la même voie ne résoudra pas les problèmes de La Réunion et ne nous permettra pas d'affronter les défis nouveaux auxquels nous sommes confrontés :

- La filière canne-sucre connaîtra pour la première fois la fin des quotas et du prix garanti du sucre dès cette année.

- Les accords de partenariat économique, signés par l'Union Européenne avec nos pays voisins, impacteront directement toute notre production.

- Les effets du réchauffement climatique nécessiteront des mesures d'adaptation importantes et inédites.

.../...

- Notre environnement géographique connaît des bou-

versements considérables tant sur le plan démographique qu'économique (des grands ensembles commerciaux se constituent dans notre zone en présence de pays émergents). La Réunion ne peut pas être tenue à l'écart de cette mutation qui s'opère à ses portes.

Pour résoudre les problèmes actuels, pour affronter les défis à venir et pour s'insérer dans son environnement géo-économique, La Réunion doit disposer d'outils adaptés qui n'existent pas dans le cadre actuel. Il est d'ailleurs unanimement reconnu que ce cadre a atteint ses limites.

Nous pensons qu'il faut désormais un nouveau cadre que la Constitution Française permet de créer en donnant aux Réunionnaises plus de compétences et de pouvoirs leur permettant d'élaborer et mettre en œuvre pour leur île un plan de Développement durable économique, social, culturel et identitaire, et environnemental. Ces compétences et ces pouvoirs élargis seront également mis au service d'une politique de co-développement dans notre grand voisinage.

Ce nouveau cadre doit faire appel à la **responsabilité** des Réunionnaises qui ne cessent de réclamer les moyens nécessaires pour l'exercer.

Nous souhaitons, Monsieur le Candidat, connaître vos propositions sur l'ensemble de ces problèmes.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, nos salutations respectueuses.

**Pour le Parti
Communiste Réunionnais
Le Secrétaire General
Maurice Gironcel**



Lettre ouverte à M. François Fillon

Parti Communiste Réunionnais

Le Port, 09 février 2017

Monsieur François Fillon
Candidat à l'Élection Présidentielle

Monsieur le Premier Ministre,

Vous n'êtes pas sans ignorer la situation grave qui prévaut à La Réunion. Nous nous permettons d'attirer à nouveau votre attention sur les points suivants.

Lors d'une étude sur la pauvreté à La Réunion, l'INSEE a qualifié La Réunion de « département socialement hors-norme ».

Cette situation est notamment caractérisée par :

- Un taux de chômage élevé (près de 30 %) qui frappe massivement les jeunes à plus de 50 %.
- Une cherté de la vie anormalement élevée et près de la moitié de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté.
- Une difficulté persistante à répondre aux nombreuses demandes de logement (25.000 demandes de logement social en souffrance).
- Des inégalités qui font de La Réunion, selon l'INSEE, le département où elles sont les plus grandes (par exemple, pour un coût de la vie qui est le même pour tout le monde, certains perçoivent une prime de vie chère alors que l'immense majorité de la population en est exclue).
- Un taux d'illettrisme persistant.

Cette situation est, de notre point de vue, le résultat de politiques d'intégration menées dans les DOM dans le cadre défini par la loi du 19 mars 1946. Certes, des acquis ont été obtenus par ces politiques. Mais, poursuivre dans la même voie ne résoudra pas les problèmes de La Réunion et ne nous permettra pas d'affronter les défis nouveaux auxquels nous sommes confrontés :

- La filière canne-sucre connaîtra pour la première fois la fin des quotas et du prix garanti du sucre dès cette année.
- Les accords de partenariat économique, signés par l'Union Européenne avec nos pays voisins, impacteront directement toute notre production.
- Les effets du réchauffement climatique nécessiteront des mesures d'adaptation importantes et inédites.

Conférence de presse du PCR

Carlos rappelle l'urgence d'une politique d'adaptation au changement climatique

Johnny Lagrange Backary a présenté hier un premier bilan du passage de la tempête Carlos. Bien que modérée, elle a été un révélateur d'une île fragile et de politiques inadaptées pour l'aménagement du territoire, le transport, le calendrier scolaire, la gestion de l'eau.

En début de semaine, La Réunion a été sous l'influence d'une tempête tropicale qualifiée de « modérée » pour notre île par Météo France, a rappelé Johnny Lagrange Backary, élu du Comité central du PCR. Les précipitations n'étaient pas exceptionnelles. À l'heure du bilan, les dégâts semblent officiellement peu importants.

Mais pour aussi modérée qu'elle soit, la tempête Carlos a une nouvelle fois rappelé d'importants problèmes.

La route de Cilaos a été coupée. Les écoles ont toutes été fermées mardi et le sont restées dans plusieurs communes mercredi par mesure de sécurité.

Ce sont donc d'importantes perturbations pour toute La Réunion, pour un phénomène climatique qui n'a rien d'exceptionnel.

L'élu de la direction du PCR a souligné que « la question de l'aménagement du territoire et notamment des routes est posée ». Le PCR rappelle qu'en 2007, au lendemain de l'effondrement du pont de la rivière Saint-Etienne, Paul Vergès avait proposé la création d'un syndicat mixte chargé de l'éradication des radiers.

La sécurisation du franchissement de ces cours d'eau est un enjeu de sécurité publique. C'est aussi un chantier qui peut créer de nom-

breux emplois.

La vie des habitants des Hauts est perturbée. Il manque à notre île une route de moyenne altitude pour que cette population ne soit pas obligée de descendre sur le littoral pour sortir de leurs quartiers.

« Plus généralement, c'est la politique des déplacements qui pose problème. La Réunion est bloquée par le tout-automobile. L'urgence du tram-train est une nouvelle fois soulignée », poursuit Johnny Lagrange Backary.

C'est pourquoi le PCR renouvelle ces propositions. Et cela d'autant plus que La Réunion subit comme tous les autres pays du monde les effets du changement climatique. Les météorologues ont constaté que la zone d'évolution des cyclones tropicaux très intenses se rapproche de notre île. « Il est temps que l'adaptation au changement climatique soit la priorité de ceux qui prennent les décisions dans l'aménagement du territoire ».

Pour un calendrier scolaire climatique

Avant le passage au large de la tempête Carlos, La Réunion était en déficit d'eau, jusqu'à 60 %. Les pluies ont été bénéfiques, mais une grande partie de cette eau part à la mer.

Chaque année, 7 milliards de mètres cubes tombent à La Réunion, c'est largement plus qu'il n'en faut pour les besoins humains et agricoles. Se pose alors la question de l'absence d'un réseau de retenues collinaires. Le PCR renouvelle cette proposition.

La fermeture des écoles confirme l'inadaptation du calendrier scolaire. Le PCR revendique l'application d'un calendrier climatique afin que les élèves réunionnais ne soient plus pénalisés par des journées de cours perdues.

Enfin, des agriculteurs ont perdu l'essentiel de leur production à cause d'une tempête qui n'était pas exceptionnelle. La vulnérabilité de notre agriculture est une nouvelle fois démontrée. Le PCR estime qu'il est urgent d'agir pour renforcer la capacité des agriculteurs à résister aux phénomènes cycloniques.

Carlos a été un révélateur d'une île fragile et de politiques inadaptées pour l'aménagement du territoire, le transport, le calendrier scolaire, la gestion de l'eau. D'où l'urgence d'une politique d'adaptation au changement climatique, revendiquée par le PCR.

In kozman pou la rout

L'onm sé in bar d'fèr é lo fanm sé son tash de rouye !

Yèr dann mon kozman lété plito ezsitoir shoushout avèk la mori, mé avèk mon kozman zordi moin lé sir in pé va agoniz amoin. Pou kosa ? L'onm sé lo sèks for é lo fanm sé lo sèks fèb. Zot i kroi dssa lé vré sa. Moin non pars moin la fine vi désèrtènn fam fé dé zourné d'travaye inn apré l'ot. Fransh vérité, mi oi pa in onm apré akoushé san ké li oi lo dyab an pijama. Donk si in moun i di amoin lo kontrèr moin sar dakor avèk li. In sèl domaz sé ké la sosyété la pankor konprann in n'afèr konmsa. Moin lé près paré pou dir avèk lo poète Aragon, la fam sé l'avnir de l'om... Solman mi pran in pé la distans avèk mon kozman. Mi pans sé pars mi èm pa li si tan tèlman. Donk mi arète tèrla é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Inn-dé nouvell l'indyanoséani épi lé z'alantour

Le swahili katriyèm lang ofisyèl dann Rwanda

L'ané 2007, kan lo Rwanda la asosyé avèk lo kominoté bann z'éta l'afrik de l'est, li la pran l'angajman pou fé avèk lo swahili in lang ofisyèl. Pou kosa ? Pars mèm si lo Rwanda nana déza troi lang ofisyèl (lo lang ban zanglé, lo lang bann fransé épi in lang nasyonal) mèm si bann rwandé i tiliz pa tro lo swahili, sa in lang lé bien tilizé dann bann gran péi konm lo Tanganika épi lo Kénya ; donk lo gouvèrnman i pans sa sé in lang va bien rann sèrvs dann l'ékonomi. Lé prévi pou komansé ansèrv lang-la dann l'administrasyon épizapré ansèrv ali dann l'ansègnman. La minis la kiltir Julienne Uwacu la déklar : désizyon-la « va pèrmète lo péi an avoir plis komèrs avèk bann gran péi l'afrik do l'est ». Mi pans sa sé in késtyon intérésan pou sak i suiv bann problèm la lang é lé bien nésèsèr ni konpar nout sityasion avèk sèt bann péi-la-bann péi l'oséan indien konm nou... ; zot i pans pa in zour nou v'ariv konmsa avèk plizyèr lang ofisyèl konm fransé, z'anglé, kréol rényoné, malgash épi d'ot ankor ! Akoz pa ? Lé tro bonèr pou anparlé, mé tro bonèr i vé pa dir i fo pa komans kalkilé dopi zordi.

In bann nouvo group éléktrojène dann bannzil komor

Dopi plizyèr moi l'éstrésité I fé défo dann bannzil komor ; na dé troi somenn lo gouvèrnman federal la resoir 13 group éléktrojène pou rolans la prodiksyon l'énèrji dann lo péi. Somenn pasé la install in nouvo l'izine tèrmik dan la Grann komor é pou bann somenn k'i vin va fé parèy dann bannzil Anjouan épi Mohéli. Lo prézidan Azzali Attoumani la déklar, kan, a fé zéléksyon li la fé promès bann komorien amenn l'éstrésité an kantité é li pans bien li lé pa loin respèk son promès. Ni pé rapèl l'éstrésité épi d'lo i dé pann in sosyété nasyonal MAMWE. Astè i rès pou pèye gasoïl pou fé marsh bann group épi oir si bann z'aboné lé kapab pèye z'ot faktir. Lo prézidan la déklar li rofiz fé oir lé shoz an pti kan sa i konsèrn lo dévlopman lo péi. Nana kant mèm désèrtin i rogrète la pa baz dsi l'énèrzi solèr épi la houle de mèr pou in proiksyon i polyé pa épi i fé parti lo dévlopman dirab. Konm ni oi l'otonomi énézèti lé dann l'aktyalité lo péi.

Lo siklone Carlos épi la fournitir d'lo shé nou épi nout bann voizin

Bann nouvell lé plito bone pou la késtyonn loi si mèm La Rényon : bann nap fréatik l'aprè rofé, épi lo débi bann sousr épi bann pui i tard ar pa pou goumanté. I fo kant mèm ni signal ankor in kou na poin in vré plan pou in bon l'itilizasyon d'lo dann nout péi. Si ni tourn pa l do nout mové z'abitid, nou nora l'annuiman, sa lé sir. Pou Moris lo bann basin la arkomans ranpli é si la sèzon dé plui i dir abnkor in pé sar in bon soulazman pou bann moun épi bann z'antopriz dann lo péi. L'èr mi ékri Madégaskar i atan siklone Carlos é i ans sèryèzman kli va mète in poin d'aré avèk la sésèrès, mé konm nou la fine ékri shé nout voizine i mank in bon plan sèryé pou lo sid.

Justin